

20211218

**ARRÊTÉ N°
portant autorisation environnementale d'exploiter un terril de schistes miniers et une
installation de stockage de déchets inertes et leurs installations annexes
par la Société Roux Exploitation de Carrières et de Granulats (RECG)
au lieu-dit « Bayard » sur la commune de Brassac-les-Mines**

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le code forestier, et notamment ses articles L. 341-1 et suivants et R. 341-1 et suivants ;

Vu la loi 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ,

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2012 prescrivant la destruction obligatoire de l'ambroisie dans le département du Puy-de-Dôme ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le schéma départemental des carrières, approuvé par arrêté préfectoral du 30 juin 2014 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2016-2021 du bassin Loire-Bretagne (SDAGE) approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin, le 18 décembre 2015 ,

Vu l'arrêté préfectoral n° 08/03805 du 14 novembre 2008 autorisant la Société R.E.C.G. à exploiter une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune de Brassac-les-Mines au lieu-dit « Bayard »

Vu la demande, en date du 19 novembre 2018 complétée en dernier lieu en mars 2021, présentée par la Société Roux Exploitation de Carrières et de Granulats (RECG) en vue d'être autorisée à exploiter un terril de schistes miniers et ses installations annexes, au lieu-dit « Bayard » sur la commune de Brassac-les-Mines ;

Vu la demande d'autorisation de défrichement n° 63-30249 du 03 juillet 2020, présentée par la société Roux Exploitation de Carrières et Granulats, domiciliée, Parc de Lavaur – La Bechade – 63 500 Issoire, et tendant à obtenir l'autorisation de 0,9150 hectares de bois situés sur le territoire de la commune de Brassac les Mines ;

Vu l'enquête publique, prescrite par arrêté préfectoral du 6 octobre 2020, qui s'est déroulée du 26 octobre au 26 novembre 2020 inclus sur le territoire de la commune de Brassac-les-Mines et des communes de Vézézoux, Auzat-sur-Allier, Jumeaux, Beaulieu, Vichel, Moriat, Saint-Germain-Lembron, Sainte-Florine et Charbonnier-les-Mines ;

Vu l'avis de l'Autorité environnementale en date du 29 juillet 2020 ,

Vu le registre de l'enquête publique et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 14 décembre 2020 ,

Vu les avis émis au cours de l'instruction réglementaire ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ,

Vu le rapport et proposition de la DREAL, chargée de l'inspection des installations classées, en date du 6 avril 2021 ;

Vu l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – formation spécialisée dite « des carrières » – lors de sa séance du 30 avril 2021 au cours de laquelle le pétitionnaire a eu la possibilité d'être entendu ;

Vu le courrier de l'exploitant en date du 6 mai 2021, faisant état de ses remarques ,

Vu le courrier du préfet en réponse, en date du 26 mai 2021 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant qu'au vu des éléments figurant dans le dossier, le demandeur dispose des capacités techniques et financières lui permettant de mener à bien l'exploitation du terril minier, de l'installation de stockage de déchets inertes et des installations annexes dont l'autorisation est sollicitée ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination des sols n'est nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L. 341-5 du Code Forestier ;

Considérant qu'en application de l'article L. 341-6 du code forestier, l'autorisation de défrichement est subordonnée à une ou plusieurs conditions prévues par cet article ,

Considérant que la sensibilité du site a bien été prise en compte dans la demande d'autorisation et a fait l'objet d'études d'impact et de dangers en rapport avec l'importance du projet d'exploitation ;

Considérant que le projet est conforme aux orientations préconisées par le Schéma Départemental des Carrières et aux préconisations du SDAGE Loire-Bretagne ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article

L 511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que la durée de validité de l'autorisation administrative, prévue à l'article L. 515-1, des exploitations de carrières ne peut excéder trente ans et que cette autorisation administrative est renouvelable dans les mêmes formes ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Puy-de-Dôme ;

A R R E T E

TITRE 1 - MESURES COMMUNES

ARTICLE 1.1 - NATURE DE L'AUTORISATION

La Société Roux Exploitation de Carrières et de Granulats (RECG), n° SIREN 434 305 934, dont le siège social est situé parc Lavaur- La Béchade 63500 ISSOIRE, est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de Brassac-les-Mines, au lieu-dit « Bayard », un terril de schistes miniers et une installation de stockages de déchets inertes et leurs installations annexes détaillées dans les articles suivants.

L'exploitation est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des éléments du dossier de la demande qui ne lui sont pas contraires.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les prescriptions du présent arrêté remplacent les prescriptions de l'arrêté du 14 novembre 2008 autorisant la Société R.E.C.G. à exploiter une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune de Brassac-les-Mines au lieu-dit « Bayard » ;

Au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'activité est répertoriée comme suit :

Rubrique	Activité	Nature de l'installation	Régime
2510-4	Exploitation, en vue de leur utilisation, des masses constituées par des haldes et terrils de mines et par les déchets d'exploitation de carrière	35 000 tonnes maxi/an 20 000 tonnes en moyenne/an superficie totale : 11,87 ha	A
2515-1-b	Broyage, concassage, criblage de produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	Puissance installée : 190 kW	D
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes La superficie de l'aire de transit étant supérieur à 10 000 m ²	Superficie maximale égale à 10 300 m ²	E
2760-3	Installation de stockage de déchets inertes	72 000 tonnes maxi/an 40 000 tonnes en moyenne/an	E

A : autorisation – E : enregistrement – D : déclaration

Au regard de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement, l'activité est répertoriée comme suit :

Rubrique	Désignation	Caractéristiques de l'installation	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2. supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	Exploitation d'une superficie de 11,87 ha	D
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humide ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 1 ha	Zone mise en eau de 4 500 m ²	D

D : déclaration

ARTICLE 1.2 - DURÉE – LOCALISATION

L'autorisation est accordée à compter de la signature du présent arrêté pour une durée de 30 ans. Cette durée inclut la remise en état complète du site.

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Lieu-dit	Section	Parcelles N°
Brassac-les-Mines	Bayard	AB	401 et 685

L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du permissionnaire et/ou des contrats de forage dont il est titulaire.

ARTICLE 1.3 - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

1.3.1 Affichage

L'exploitant est tenu de mettre en place, sur chaque voie d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractère apparent :

- son identité,
- la référence de l'autorisation,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

1.3.2 Bornage

Un bornage est effectué aux frais de l'exploitant. Le périmètre des terrains compris dans la présente autorisation est matérialisé par des bornes placées en tous les points nécessaires à la délimitation de ces terrains. Ces bornes doivent demeurer en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état.

L'une de ces bornes, fixe et invariable, est nivélée par référence au niveling général de la France (N.G.F.).

1.3.3 Clôture

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent que l'on ne puisse franchir involontairement. Les clôtures du site situées le long du Béal devront assurer une transparence hydraulique. Aucun décaissement ne devra être réalisé aux abords de la zone inondable.

Les accès et passages seront fermés par des barrières ou portes.

Le danger que représente l'exploitation de la carrière sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part de loin en loin le long de la clôture.

1.3.4 Accès

L'accès à la RD 710, est entretenu de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

La piste d'accès depuis l'intersection avec la RD 710 devra être revêtue d'une couche de surface en enrobé ou en béton.

Un panneau de signalisation indiquant « Danger-Sortie de poids-lourds » est implanté de manière permanente de chaque côté du carrefour sur la RD 710 suivant les dispositions réglementaires en matière de voirie routière. Un panneau de signalisation « Stop » est implanté en sortie d'accès à la carrière.

La contribution de l'exploitant de la carrière à l'aménagement des accès et à l'entretien du domaine public routier départemental reste fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités locales, en vertu de l'article L.131-8 du Code de la Voirie Routière.

1.3.5 Capacité de rétention des eaux pluviales

Les eaux de ruissellement de la zone d'emprise de la carrière et des installations annexes sont collectées dans une capacité de rétention et de décantation positionnée au point le plus bas, correspondant à l'emplacement du carreau de l'installation de stockage des déchets inertes.

La gestion des eaux de ruissellement du site évoluera au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation conformément aux indications de l'étude d'impact et au plan figurant en annexe du présent arrêté.

La dimension de cette capacité de rétention est adaptée à la surface totale de l'emprise du projet, en tenant compte de précipitations d'occurrence décennale, de l'évolution de la surface d'exploitation et des préconisations du SDAGE Loire-Bretagne en matière de débits et charges polluantes.

Un réseau de dérivation, ou tout dispositif équivalent, empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie sommitale de la carrière.

1.3.6 Plate-forme engins

Une plate-forme étanche pour le ravitaillement, le petit entretien et le parage des engins de chantier est réalisée sur la carrière. Elle forme rétention permettant ainsi la récupération totale des liquides polluants accidentellement répandus et des eaux de pluie qu'elle pourrait recevoir.

Cette plate-forme est reliée à un décanteur récupérateur d'hydrocarbures adapté à la surface de l'aire et au débit des eaux susceptibles de le traverser. Ce décanteur doit être capable d'évacuer un débit minimal de 30 litres par heure et par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement d'hydrocarbures et sera régulièrement vidangé par une entreprise agréée. Les normes de rejets précisées à l'article 2.2.5 devront être respectées.

1.3.7 Défense extérieure contre l'incendie

Les modalités d'intervention en cas de risque incendie seront établies en relation avec le service départemental d'incendie et de secours du Puy-de-Dôme et les aménagements spécifiques nécessaires réalisés.

1.3.8 Plan de gestion des déchets d'extraction issues de l'exploitation

Un plan de gestion des déchets, résultant du fonctionnement de la carrière conforme à l'arrêté ministériel du 19 avril 2010, est établi avant le début de l'exploitation.

ARTICLE 1.4 - AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

1.4.1 Nature de l'autorisation de défrichement

Le bénéficiaire désigné à l'article 1.1 du présent arrêté est autorisé à défricher, pour une superficie totale de 91 a 50 ca, la parcelle suivante :

Commune	Section	N°	Surface cadastrale	Surface autorisée
Brassac-les-Mines	AB	685	11ha 76 a 80 ca	00 ha 91 a 50 ca

Le coefficient appliqué à cette demande est de 3. La durée de validité de cette autorisation est de 15 ans à compter de la date de notification de l'arrêté d'autorisation.

1.4.2 Les mesures de compensation et d'accompagnement

Conformément aux articles L. 341-6 à L. 341-9 du code forestier, l'autorisation de défrichement délivrée à l'article 1.4 du présent arrêté est subordonnée au respect de certaines conditions. L'exécution de travaux de boisement ou reboisement interviendra sur une superficie minimale de 2,7450 ha (coeff. 3). À défaut, il devra procéder à d'autres travaux d'amélioration sylvicoles correspondant à la surface défrichée assortie d'un coefficient de 3 multipliée par 3 soit 8,2350 ha, ou au versement d'une indemnité d'un montant de 10 321,00 € au fonds stratégique pour la forêt et le bois (FSFB), équivalent aux coûts de mise en place d'un boisement ou reboisement.

Le pétitionnaire dispose d'un délai d'un an à compter de la présente autorisation pour confirmer son choix à la direction départementale des territoires du Puy-de-Dôme (travaux de boisement-reboisement, travaux d'amélioration sylvicoles ou paiement de l'indemnité).

1.4.3 Publicité liée au défrichement

La présente autorisation fait l'objet, par les soins du bénéficiaire, d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur ainsi qu'à la mairie de situation du terrain. L'affichage a lieu quinze jours au moins avant le début des opérations de défrichement ; il est maintenu à la mairie pendant deux mois et sur le terrain pendant la durée des opérations du défrichement.

Le bénéficiaire dépose à la mairie de situation du terrain le plan cadastral des parcelles à défricher pendant la durée des opérations de défrichement. Mention en est faite sur les affiches apposées en mairie et sur le terrain.

Le défrichement des terrains sera réalisé en une seule campagne dès la première année d'exploitation du 1^{er} novembre au 1^{er} mars, hors des périodes de nidification de l'avifaune locale.

ARTICLE 1.5 - MISE EN SERVICE

Dès l'achèvement des travaux préliminaires prévus à l'article 1.3, le permissionnaire en informera l'Inspection des Installations Classées en précisant les aménagements réalisés ainsi que leurs principales caractéristiques.

L'acte de cautionnement solidaire prévu à l'article 3.4.2 du présent arrêté attestant la constitution de la garantie financière doit parvenir aux services de l'Inspection des Installations Classées dans un délai de 2 mois maximum à compter de la mise en service de l'installation.

ARTICLE 1.6 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION

1.6.1 Principe d'exploitation

L'exploitant doit respecter les dispositions figurant dans sa demande et notamment dans l'étude d'impact et dans l'étude de dangers et qui ne sont pas contraires aux dispositions de la présente autorisation.

L'exploitation doit être conçue, organisée et conduite de façon à permettre une bonne insertion de la carrière dans le paysage conformément au dossier de demande.

La production annuelle de la carrière est limitée à un maximum de 35 000 tonnes. La production moyenne annuelle de l'exploitation sur une période quinquennale est de 20 000 tonnes.

Dans le cas où l'exploitant dépasse de manière régulière, la production moyenne annuelle, il devra justifier que les garanties financières restent en adéquation avec le phasage d'exploitation.

L'extraction est réalisée à ciel ouvert, sans utilisation d'explosifs, à l'aide d'engins mécaniques, suivant des paliers successifs en nombre aussi limité que possible et d'une hauteur maximale ne dépassant pas 5 m, sur une surface d'extraction d'environ 6 ha.

Un étalement et un compactage des talus des tranches d'exploitation appelés à durer seront réalisés, de manière à réduire leur exposition à l'air. La pente maximale des gradins d'exploitation du terril minier sera limitée à 33°. Le volume total des matériaux exploitables à extraire est limité à environ 350 000 m³ soit 600 000 tonnes. Les quantités maximales pouvant être admises sur le site de l'installation de stockage de déchets inertes sont limités à 72 000 tonnes par an. Les quantités moyennes annuelles s'établissent à 40 000 tonnes. Le stockage des déchets inertes sera réalisé par strates d'épaisseur de 5 m maximum et avec une pente maximale de talus de 30°.

Les installations fonctionneront les jours ouvrables de 7h00 à 17h00 avec une pause déjeuner, et en cas de chantiers exceptionnels, ces plages horaires pourront évoluer de 7h00 à 22h00 dans le respect des émergences de bruit admissibles.

1.6.2 Décapage – découverte

Le décapage des terrains sera réalisé à l'aide des engins mécaniques utilisés pour l'extraction et au fur et à mesure de la progression du front de l'excavation.

Les opérations de décapage et de stockage provisoires des matériaux de découverte sont réalisées sur le site, de manière sélective de façon à ne pas mêler les terres végétales, constituant l'horizon humifère, aux stériles.

Le défrichement et le décapage des terrains seront réalisés de novembre à février inclus, en dehors des périodes de reproduction des espèces animales.

Les matériaux de découverte sont positionnés sur une aire aux abords de l'excavation.

Les terres et déblais sont réutilisés le plus rapidement possible, éventuellement au fur et à mesure de la remise en état du site. Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à 2 m. Ces stocks sont constitués par simple déversement, sans circulation sur la terre ainsi stockée. La commercialisation de la terre végétale est interdite.

1.6.3 Extraction, phasage du terril

Les différentes étapes du programme d'exploitation seront établies conformément aux plans de phasage détaillés de l'exploitation annexés au présent arrêté, en 6 phases de 5 ans.

L'avancement de l'extraction s'effectuera de la façon suivante :

- **Phase 1, Phase 2, Phase 3** : L'exploitation permettra l'extraction de la partie Nord du terril par tranches horizontales descendantes avec restitution de banquettes résiduelles aux côtes 437, 433, 428, 423, 418 et 413 m NGF
- **Phase 4, Phase 5, Phase 6** : L'exploitation permettra l'extraction de la partie Sud du terril par tranches horizontales descendantes avec restitution de banquettes résiduelles aux côtes 437, 433, 428, 423, 418 et 413 m NGF

La cote minimale d'extraction sur le terril est de 408 m NGF. L'exploitation sera conduite par gradins de 5 mètres de hauteur maximale et séparés par des banquettes de 10 mètres de largeur minimale.

1.6.4 Traitement des matériaux

Les matériaux sont repris à la pelle hydraulique et acheminés par tombereaux ou convoyeurs jusqu'aux installations de traitement.

Les quantités de matériaux extraits (volume et masse) feront l'objet d'une évaluation par un géomètre à la fin de chaque année.

Le stockage des matériaux bruts extraits et ceux provenant de l'extérieur ainsi que les produits finis ne peut se faire que dans le périmètre d'autorisation de la carrière.

1.6.5 Aménagement - entretien

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les installations sont entretenues en permanence. Le curage du bassin de rétention des eaux pluviales sera réalisé de manière régulière.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues conformément aux dispositions du Code du travail et du Règlement Général des Industries Extractives.

Le carreau de la carrière est constamment tenu en bon état. Les vieux matériaux, ferrailles, bidons, pneumatiques et tous autres résidus ou déchets ne doivent pas s'y accumuler. Ils sont traités et éliminés comme il est précisé à l'article 2.7 ci-après.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

1. limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
2. assurer la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées,
3. prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvenients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

1.6.6 Conditions d'admission et de stockage des déchets inertes

1.6.6.1 Procédure d'acceptation préalable

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable des déchets afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans la carrière. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur la carrière.

Les déchets n'entrant pas dans les catégories mentionnées à l'article 1.6.6.6 du présent arrêté sont interdits.

Pour les déchets entrant dans les catégories mentionnées à l'article 1.6.6.6 du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant du code 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés.

1.6.6.2 Document préalable

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée ci-avant.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

1.6.6.3 Contrôles

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée des installations et lors du déchargement du camion sur une zone de contrôle des déchets définie par l'exploitant afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

Des bennes de tri spécifique sont en place sur le site pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification.

1.6.6.4 Accusé d'acceptation

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

1.6.6.5 Registre d'admission

L'exploitant tient à jour un registre d'admission ou registre des déchets entrants qui contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :

- la date de réception du déchet ;
- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives.

Il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 1.6.6.3 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

1.6.6.6 Liste des déchets admissibles

- le béton non ferraillé – code déchet 17 01 01, uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés ;
- les briques – code déchet 17 01 02, uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés ;
- les tuiles et céramiques – code déchet 17 01 03, uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés ;

- les mélanges de bétons, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses code déchet – 17 01 07, uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés ;
- les mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron – 17 03 02, uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés ;
- les terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse – code déchet 17 05 04, à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés ;
- les terres et pierres – code déchet 20 02 02, provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.

1.6.6.7 Modalités d'exploitation et de stockage des déchets inertes sur le site

Pendant les deux premières phases quinquennales d'exploitation de l'installation, les déchets inertes seront déposés au Nord-ouest du site, sur une emprise d'environ 11 700 m². Sur les quatre phases d'exploitation suivantes, l'activité de stockage se poursuivra par un remplissage progressif des zones de vide libérées par l'extraction des matériaux du terril, sur une emprise d'environ 28 000 m². L'emprise globale de l'activité de stockage des déchets inertes représentera une superficie d'environ 39 700 m² pour une capacité de stockage globale d'environ 850 000 m³ soit environ 1 200 000 tonnes.

La progression de l'exploitation s'effectuera par strates de 5 m de hauteur par phases quinquennales cordonnées aux phases d'exploitation du terril comme indiqué en annexe 7 du présent arrêté. Un compactage des couches de déchets inertes sera réalisé par tranches de 0,5 m d'épaisseur.

Les stockages sont éloignés d'une distance d'au moins 10 mètres par rapport à la limite du site. Le déchargeement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

L'organisation du stockage des déchets doit assurer la stabilité de la masse des déchets, en particulier évite les glissements et être réalisée de manière à combler les parties en hauteur avant d'étendre la zone de stockage pour limiter, en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries.

Elle doit permettre un réaménagement progressif et coordonné du site.

ARTICLE 1.7 - MESURES EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ ET DES ZONES HUMIDES

1.7.1 Biodiversité

La prairie humide localisée au pied du versant Sud du terril est mise en défens, sur une superficie d'environ 2 800 m², afin de préserver l'habitat avéré du Cuivré des marais, lépidoptère qui bénéficie d'une protection patrimoniale.

La zone humide existante le long de la rive droite du ruisseau « Le Béal », sur l'ensemble de la limite cadastrale de l'exploitation, sur une largeur d'environ 20 m, est mise en défens.

Un réseau de petites mares déconnectées sera réalisé lors de la première année d'exploitation, sur une superficie d'environ 1 000 m², en limite Est du site.

Les boisements et lisières périphériques du terril situées sur le flanc Nord et le flanc inférieur Sud sont préservés.

Une veille et un suivi écologique intervenant à l'issue de chaque phase quinquennale, seront réalisés par un organisme compétent pendant la durée des travaux d'exploitation du terril minier et de l'installation de stockage de déchets inertes. Un bilan de l'évaluation des impacts et de l'efficacité des aménagements et des mesures d'évitement et de réduction sur lesquels l'exploitant s'est engagé dans sa demande, sera réalisé.

1.7.2 Mesures de compensation des zones humides

Une zone de collecte et d'infiltration des eaux de ruissellement pluviales d'une superficie de 4 500 m² est créée au début de la première phase quinquennale d'exploitation du terril. Cette zone s'étendra dans le secteur Sud-ouest de l'emprise constituée entre le pied du terril et le merlon de sécurité « ouest », comme indiqué à l'annexe 6 du présent arrêté. Elle a vocation à devenir une zone humide prairiale et présente des caractéristiques équivalentes sur le plan fonctionnel et en termes de qualité de la biodiversité à celle détruite au Nord-ouest de la zone de stockage des déchets inertes.

Dans le cadre de cette opération, une convention de gestion est établie entre l'exploitant et un organisme compétent pour répondre à l'enjeu écologique constitué par la recréation d'une zone humide. Les protocoles attachés à cette convention devront être scrupuleusement respectés.

Une expertise phytosociologique sera réalisée dans le cadre de cette convention, par un organisme compétent, à l'issue de chaque période quinquennale d'exploitation, afin d'évaluer l'évolution dynamique de cette zone humide prairiale restitué dans ce secteur.

L'exploitant présentera à l'inspection des installations classées, un bilan scientifique relatif à la caractérisation dynamique des zones humides de compensation mise en place dans le périmètre de l'exploitation. Au vu des conclusions de ce bilan, un programme d'intervention complémentaire pourra être demandé à l'exploitant.

ARTICLE 1.8 - REMISE EN ÉTAT

1.8.1 Principe

La remise en état consiste à assurer la sécurité du site, à procéder à une intégration naturelle et paysagère des différents volumes créés par la carrière et l'installation de stockage des déchets inertes et à restituer des milieux naturels capables d'assurer une reconquête naturelle et écologique des terrains impactés.

Par ailleurs le site doit être laissé dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient pour l'environnement (nuisances – pollutions).

Les aménagements pour la remise en état seront menés de façon coordonnée à l'avancée de l'extraction conformément aux indications figurant dans le dossier de la demande.

D'une manière générale les stériles de la découverte et de l'exploitation sont réutilisés le plus rapidement possible au modèle des terrains déjà exploités.

1.8.2 Mesures particulières

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les justificatifs des aménagements réalisés.

La remise en état consiste à intégrer de manière harmonieuse ce site dans son environnement paysager et à retrouver des milieux similaires à ceux qui existaient précédemment et d'en créer si possible de nouveaux.

La remise en état du site visera à un reprofilage général du terril sur l'ensemble de sa hauteur avec restitution d'un front intégrant des gradins unitaires de 5 m de hauteur avec une pente de talus qui n'excédera pas 30°. La végétalisation se mettra en place grâce à une dynamique naturelle à partir des écrans boisés situés au Nord et au Sud du terril. Les banquettes en place et la plate-forme sommitale feront l'objet d'une végétalisation partielle à partir d'essences arbustives locales.

Une zone humide, créée à partir d'un bassin de collecte et d'infiltration des eaux pluviales mis en place au début de l'exploitation, perdurera dans le secteur Sud-ouest de l'emprise comprise entre le pied du terril et le merlon de sécurité « Ouest ».

Un réseau de petites mares d'une superficie de 3 500 m² sera créé sur le futur carreau résiduel lors de la dernière phase quinquennale d'exploitation (voir plan en annexe 7 du présent arrêté). Les mares déconnectées présentes sur une superficie d'environ 1 000 m², en limite Est du site, sont conservées.

Des amoncellements de blocs de taille variable seront disposés en bordure des mares afin de constituer des abris pour les batraciens. Ces mesures de création d'habitats contribueront à l'enrichissement de la biodiversité locale.

L'aspect final du site sera conforme au plan de l'état final en annexe 4 au présent arrêté.

1.8.3 Fin d'exploitation

L'emprise de l'exploitation est débarrassée de tous les vieux matériels, objets et matériaux divers, déchets qui pourraient s'y trouver. Ils sont traités et éliminés comme des déchets conformément aux termes de l'article 2.7 ci-après.

Les réservoirs ayant contenu des liquides susceptibles de polluer les eaux sont vidés, nettoyés, dégazés et évacués.

Si l'arrêt définitif de l'extraction est décidé avant l'échéance de la présente autorisation, la remise en état doit être terminée six mois après l'arrêt des travaux d'exploitation. En tout état de cause, la remise en état doit être achevée avant l'échéance de la présente autorisation.

ARTICLE 1.9 - SÉCURITÉ PUBLIQUE

1.9.1 Accès sur la carrière

Durant les heures d'activité, l'accès aux installations est contrôlé. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et aux installations. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit sauf autorisation expresse de l'exploitant.

Les accès au site d'exploitation sont équipés de barrières fermées en dehors des heures d'activité.

Les aménagements d'accès à la voirie publique, la clôture et les barrières aux accès, sont maintenus en bon état.

1.9.2 Distances limites et zones de protection

Les bords de l'excavation, y compris les travaux de décapage, sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

TITRE 2 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS

ARTICLE 2.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution (eaux, air, sols), de nuisances par le bruit et les vibrations, l'impact visuel et pour lutter contre la propagation d'espèces végétales invasives (ambroisie, renouée du japon,...).

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisées de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur la voie publique.

ARTICLE 2.2 - POLLUTION DES EAUX

2.2.1 Prévention des pollutions accidentielles

L'entretien lourd et les réparations des véhicules et engins mobiles sont effectués hors du site. En cas d'impossibilité technique majeure, toutes les dispositions sont prises afin d'éviter toutes fuites de flux de polluant.

Le ravitaillement et le petit entretien des engins de chantier est réalisé sur un dispositif de rétention étanche prévu à l'article 1.3.6 du présent arrêté. Il forme rétention, permettant ainsi la récupération totale des liquides polluants accidentellement répandus et des eaux de pluie qu'il pourra recevoir, et est relié à un séparateur d'hydrocarbures.

En cas d'utilisation d'un groupe électrogène, celui-ci est implanté sur une aire étanche, d'un volume de rétention égal au total des réservoirs du groupe, et en mesure de collecter les éventuelles égouttures lors des remplissages.

En cas de stationnement sur site d'engins en dehors des heures d'activité, ceux-ci sont disposés sur le dispositif de rétention étanche, capable d'assurer la rétention du plus important des réservoirs de l'engin.

Des produits absorbants et des kits de dépollution adaptés sont présents dans les engins et sur le site en quantité suffisante pour pallier toute pollution accidentelle d'hydrocarbures.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est sécurisé contre les chocs et est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est au moins égal à :

- 50 % de la capacité totale des récipients dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants,
- 20 % de la capacité totale des récipients dans les autres cas,
- dans tous les cas, égal au minimum à 800 litres, ou égal à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui doit être maintenu fermé en conditions normales. La capacité de rétention et le dispositif d'obturation sont vérifiés périodiquement. Les liquides qui y sont accidentellement recueillis et les eaux de pluies sont retirés par relevage.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent en aucun cas être rejetés dans le milieu naturel. Ils doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.

Les exploitants établissent des consignes d'exploitation comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à prévenir en toutes circonstances les pollutions accidentielles.

2.2.2 Eaux sanitaires

Les équipements sanitaires du site sont raccordés au réseau public d'assainissement et au réseau public d'alimentation en eau potable.

2.2.3 Eau de procédé des installations

Dans la mesure ou le procédé de traitement des matériaux utiliserait de l'eau, les rejets de ces eaux de process à l'extérieur du périmètre de la carrière sont interdits.

Ces eaux seront intégralement recyclées et le circuit de recyclage sera conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentielles.

Dans ce cas, il sera prévu un dispositif d'arrêt de l'alimentation en eau des installations de traitement, qu'il sera possible d'actionner en urgence en cas de rejet accidentel de ces eaux.

2.2.4 Eaux de ruissellement de la station de transit de déchets inertes et de stériles

Les installations de stockages de déchets inertes et de stériles résultant du fonctionnement de l'exploitation ne doivent pas générer de détérioration de la qualité des eaux. Dans le cas contraire, l'exploitant doit procéder au traitement et au recyclage de ces eaux de ruissellement.

2.2.5 Qualité des effluents rejetés

En cas de forte pluviométrie, les eaux de ruissellement rejetées doivent être exemptes :

- de matière flottante,
- de produit susceptible de dégager dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques,
- de substance capable d'entraîner la destruction de la faune ou de la flore en aval.

Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les paramètres suivants mesurés, selon les normes en vigueur, sur un échantillon représentatif (brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents) des rejets moyens d'une journée (proportionnel au débit) :

pH	compris en 5,5 et 8,5	(NFT 90 008) (1)
Température	inférieure à 30°C	(NFT 90 100) (1)
MEST(2)	inférieure à 35 mg/l	(NFT 90 105) (1)
DCO (3)	inférieure à 125 mg/l	(NFT 90 101) (1)
Hydrocarbures	inférieurs à 10 mg/l	(NFT 90 114) (1)
Couleur (modification du milieu récepteur)	100 mgPt/l	

(1) Normes des mesures

(2) MEST : matière en suspension totale.

(3) DCO : demande chimique en oxygène, sur effluent non décanté.

Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduaires dans la nappe souterraine est interdit.

2.2.6 Contrôle

Un contrôle des rejets représentatifs du fonctionnement de la carrière sera pratiqué par un organisme agréé dans le semestre qui suit la mise en service de l'exploitation, puis tous les ans. Ce contrôle portera sur les paramètres susvisés.

Les résultats de ces contrôles seront communiqués, sur demande, à l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 2.3 - POLLUTION DE L'AIR ET POUSSIÈRES

Le brûlage à l'air libre est interdit, et notamment le brûlage des huiles usagées, des pneumatiques et tous autres déchets ou résidus.

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

Notamment en période sèche, l'exploitant équipera son installation de traitement des matériaux d'un dispositif d'abattage des poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. Ils sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Le transport des plus fines granulométries de matériaux (0/1 à 0/5 mm) peut nécessiter la présence de capotages.

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ,
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Un décrotteur de roues fonctionnant à sec sera implanté en amont du linéaire de piste revêtu ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
- Une nouvelle piste d'accès à l'installation de stockage des déchets inertes est mise en place dans la partie médiane du terril minier afin de réduire la hauteur de déversement gravitaire des déchets inertes.

2.3.1 Suivi des retombées de poussières de l'installation de stockage des déchets inertes

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales.

Le nombre d'emplacement de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièvement ambiant ("bruit de fond") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauge de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003).

Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m²/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.

Lors des premières mesures d'empoussièrage, l'exploitant vérifie le taux de quartz dans les poussières alvéolaires siliceuses. Si les taux de quartz devaient être supérieurs à 10 %, une évaluation du risque lié à l'inhalation de silice cristalline pour les populations riveraines devrait être conduite.

L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 2.4 - BRUIT

L'exploitation de la carrière et des installations annexes est équipée, orientée et conduite de façon qu'elle ne puisse engendrer de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement relevant du livre V titre 1er du Code de l'Environnement, sont applicables.

Les bruits aériens émis par la carrière et les installations de traitement des matériaux, en limites de propriété de l'établissement, sont limités à :

1. 70 dB(A) de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés,
2. 60 dB(A) de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés.

En tout état de cause, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour - jardin - terrasse..) de ces mêmes locaux, l'émergence ne doit pas être supérieure à :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Le respect des valeurs maximales d'émergence doit être assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

L'émergence est définie comme la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble carrière et installations est en fonctionnement, et lorsqu'il est à l'arrêt.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré LAeq mesuré sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant.

Les mesures de bruit sont effectuées conformément à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le périmètre de la carrière doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Un contrôle des niveaux sonores sera effectué en limite du périmètre d'autorisation de la carrière et dans les zones à émergence réglementée au cours de la première année d'exploitation et en période de fonctionnement de l'installation de criblage.

Le contrôle des niveaux sonores sera renouvelé tous les 3 ans et portera sur l'ensemble des installations existantes dans le périmètre autorisé de la carrière.

Le résultat de ces contrôles sera communiqué sur demande à l'Inspection des Installations Classées avec les commentaires et propositions éventuelles d'améliorations.

ARTICLE 2.5 - VIBRATIONS

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

ARTICLE 2.6 - ÉMISSIONS LUMINEUSES

L'exploitation ne devra pas être à l'origine d'émissions lumineuses susceptibles d'avoir une incidence sur le voisinage ou sur la sécurité des tiers à l'extérieur du site.

ARTICLE 2.7 - DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, en limiter la production et favoriser toutes les opérations de valorisation possibles.

2.7.1 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques, en particulier :

- Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du Code de l'Environnement.
- Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 et suivants du Code de l'Environnement et à leurs textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).
- Les déchets non dangereux (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées une caractérisation précise et une quantification de tous les déchets générés par ses activités.

2.7.2 Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

2.7.3 Élimination, traitement des déchets

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes.

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Tout brûlage à l'air libre de déchets, de quelque nature qu'il soit, est interdit.

L'exploitant doit être en mesure de présenter à l'Inspection des Installations Classées les justifications d'élimination des déchets. Il tient un registre de tous les déchets produits et éliminés, conformément à l'arrêté ministériel du 29 février 2012.

L'exploitant veille à la tenue des registres et à l'émission des bordereaux prévus par les articles R. 541-42 à R.541-48 du Code de l'Environnement.

2.7.4 Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-49 et suivants du Code de l'Environnement « transport, négoce, courtage ». La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 3 - PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES

ARTICLE 3.1 - RÉGLEMENTATION GENERALE

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable à cette exploitation.

L'exploitation doit être menée dans le respect des mesures de sécurité et de santé au travail applicables aux carrières, et notamment la partie IV du Code du travail.

ARTICLE 3.2 - RISQUES

3.2.1 Consignes d'exploitation et de sécurité

L'exploitant établit sous sa responsabilité et en tant que de besoin les diverses consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté ainsi que celles relatives à l'utilisation des équipements, aux modes opératoires, aux interventions de maintenance et de nettoyage, aux contrôles à effectuer périodiquement ou de façon exceptionnelle notamment à la mise en route ou à l'arrêt des installations, aux opérations dangereuses, aux procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations, aux mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, aux moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, aux procédures d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours, etc.

Ces consignes d'exploitation et de sécurité sont tenues à jour. Elles sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et aux abords des installations et équipements concernés. Elles seront distribuées au personnel et régulièrement commentées et expliquées.

3.2.2 Direction technique – prévention

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne chargée de la direction technique des travaux, nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'exploitation et de ses dangers et inconvénients.

L'exploitant rédige un document unique portant sur l'évaluation des risques auxquels les personnes travaillant sur la carrière sont exposées et sur les mesures prises pour assurer la sécurité. Il élabore des dossiers de prescriptions relatifs aux travaux exécutés sur la carrière, afin de communiquer à son personnel de manière compréhensible les instructions sur les risques qui sont susceptibles de se rencontrer sur ce site. Ces documents sont tenus à jour de manière régulière.

3.2.3 Connaissance des produits – Étiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.4411-73 du code du travail.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des mentions de danger codifiées par la réglementation en vigueur, sont constamment tenus à jour.

Cet inventaire, auquel est annexé un plan général des stockages, est tenu à la disposition permanente de l'Inspection des Installations Classées et des services de secours.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

3.2.4 Incendie

L'installation doit être accessible depuis la route principale, et disposer de lieux de passage suffisants, pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'extincteurs répartis dans les engins et les installations techniques, bien visibles et facilement accessibles ; les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,
- d'extincteurs adaptés aux risques électriques disposés dans les installations techniques,
- d'un bac à sable sec et meuble de 100 l minimum (ou équivalent) et de deux extincteurs au niveau de l'aire de ravitaillement des engins,
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- de plans du site facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

L'exploitant prendra toutes dispositions pour récupérer les eaux d'extinction et/ou les eaux polluées afin qu'elles ne s'écoulent vers les milieux récepteurs.

3.2.5 Risques miniers résiduels

Un suivi de l'état du terril, sous la forme d'un examen thermographique, sera effectué à l'issue de chaque phase quinquennale pour vérifier l'absence de modifications thermiques significatives dans la masse du terril.

Un plan de gestion des eaux de ruissellement des différentes plate-formes de l'exploitation sera mis en œuvre afin de limiter l'infiltration des eaux au cœur du dépôt.

3.2.6 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation à l'embauche et annuelle sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Une formation spécifique sera régulièrement dispensée au personnel sur le respect des consignes d'intervention et de protection contre une pollution éventuelle des eaux souterraines.

ARTICLE 3.3 - AMÉNAGEMENTS ET ÉQUIPEMENTS

3.3.1 Installations électriques

Les installations électriques seront réalisées par des personnes qualifiées, avec du matériel électrique approprié, conformément aux règles de l'art et suivant les textes et les normes en vigueur. Il en est de même des adjonctions, modifications ou réparations.

Les équipements métalliques (charpentes, réservoirs, cuves, canalisations, etc.) sont mis à la terre conformément aux normes applicables et compte tenu de la nature des produits.

Toutes les installations électriques doivent être maintenues en bon état. Les défauts et anomalies constatées sont supprimées dans les meilleurs délais.

Elles doivent être contrôlées après leur installation ou leur modification, puis vérifiées périodiquement par une personne ou un organisme agréé.

ARTICLE 3.4 - GARANTIE FINANCIERE

3.4.1 Montant de la garantie

La garantie financière a pour but d'assurer, en cas de défaillance du bénéficiaire de l'autorisation, une remise en état du site visant une insertion satisfaisante de la carrière dans son environnement.

Le montant de référence des garanties financières, établi selon le mode de calcul forfaitaire de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié le 24 décembre 2009, est fixé à :

Périodes	Montant de la garantie
0 - 5 ans	145 560,00 €
5 ans - 10 ans	135 702,00 €
10 ans - 15 ans	128 948,00 €
15 ans - 20 ans	125 370,00 €
20 ans - 25 ans	121 562,00 €
25 ans - 30 ans	116 307,00 €

Valeurs de référence prises pour le calcul de la garantie financière : valeur corrigée de l'indice TP 01 = 111,4 (janvier 2020) et taux de TVAR = 20 %.

Ce montant est automatiquement actualisé, sous la responsabilité de l'exploitant, sur la base de l'indice TP01 publié par l'INSEE et de l'évolution de la TVA. Cette révision intervient pour fixer le montant réel de la garantie de la période considérée supérieure à 5 ans, qui doit figurer sur l'acte de cautionnement à produire.

Cette actualisation est effectuée sur la base de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Cette révision intervient également automatiquement durant la période considérée lorsque l'indice progresse de plus de 15 % sur une période inférieure à cinq ans. Cette actualisation intervient dans les six mois suivant cette augmentation.

Ce montant peut, le cas échéant, être révisé si la conduite de l'exploitation ou la remise en état s'écarte notablement du schéma prévisionnel produit. Cette révision est initiée, soit par l'exploitant sur présentation d'un dossier motivé, soit par l'Inspection des Installations Classées.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du Préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

3.4.2 Justification de la garantie

La garantie financière est constituée sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte, constitué pour une période minimale de 2 ans, est conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

L'acte de cautionnement solidaire attestant de la constitution de la garantie financière actualisée couvrant la première période est adressée au Préfet dès la mise en service de l'installation.

Les renouvellements successifs de la garantie financière actualisée couvrant les périodes suivantes sont également adressés au Préfet, au moins trois mois avant l'échéance de la garantie en cours.

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation. L'Inspection des Installations Classées peut en demander communication lors de toute visite.

Indépendamment des sanctions pénales qui peuvent être engagées, l'absence de garantie financière, constatée après mise en demeure, entraîne la suspension de l'autorisation.

3.4.3 Appel à garantie financière

Indépendamment des sanctions pénales qui peuvent être engagées, le Préfet fait appel à la garantie financière :

- En cas de non-respect des prescriptions de l'autorisation d'exploiter en matière de remise en état, après intervention des mesures prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement,
- En cas de disparition physique (personnes physiques) ou juridique (sociétés) de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme aux orientations de l'autorisation d'exploiter le site.

3.4.4 Levée de la garantie financière

L'obligation de disposer d'une garantie financière ne peut être levée que par arrêté préfectoral après constat, par l'Inspection des Installations Classées, de la remise en état conforme aux prescriptions de l'autorisation d'exploiter et du respect des procédures réglementaires de cessation d'activité.

TITRE 4 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 4.1 - MODIFICATION - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Tout projet de modification des conditions d'exploitation et de remise en état, des installations annexes de leur mode de fonctionnement, etc., de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de la demande ou des prescriptions du présent arrêté est porté avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale.

La demande de changement d'exploitant doit être conforme aux dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement. Cette demande est instruite dans les formes prévues à l'article R.181-45.

ARTICLE 4.2 - INCIDENT - ACCIDENT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

ARTICLE 4.3 - ARCHÉOLOGIE

Toute découverte faite au cours de l'exploitation de la carrière pouvant intéresser l'archéologie, doit être préservée et doit faire l'objet d'une déclaration immédiate au Maire et au Service Régional de l'Archéologie.

Les agents de ce service ont accès sur la carrière après autorisation de l'exploitant. Ils doivent se conformer aux consignes de sécurité qui leur sont données.

ARTICLE 4.4 - CONTRÔLES

L'inspection des Installations Classées peut demander à tout moment que des contrôles et analyses, portant sur les nuisances de l'établissement soient effectués par des organismes compétents afin de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté.

Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4.5 - REGISTRES, PLANS ET BILANS

4.5.1 Suivi de l'exploitation et de la remise en état

L'exploitant établit un plan orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel sont mentionnés

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m,
- le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivélée sera repérée),
- les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc.).

Ce plan est mis à jour tous les ans, avant le 31 décembre de l'année en cours.

La mise à jour concerne :

- l'emprise des infrastructures (bassin de décantation - pistes - stocks ...),
- les surfaces défrichées à l'avancement,
- le positionnement des fronts,
- l'emprise des chantiers (découverte - extraction - parties exploitées non remises en état ...),
- l'emprise des zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs.

Les surfaces de ces différentes zones ou emprises sont consignées dans une annexe à ce plan, de même que le calcul des volumes extraits. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination de la garantie financière sont mentionnés.

Ce plan et cette annexe sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

4.5.2 Enquête activité annuelle

L'exploitant déclare, conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié, chaque année par voie électronique (GEREP), à l'Inspection des Installations Classées, avant le 30 mars, un bilan des activités de la carrière et notamment, la production de la carrière, les superficies remises en état, les réserves à exploiter, les coordonnées de l'organisme extérieur de prévention, le nombre d'heures travaillées par son personnel et les entreprises extérieures intervenues sur le site, l'effectif en personnel, les accidents du travail survenus sur le site et les mesures d'empoussièrement.

4.5.3 Plan de gestion des déchets d'extraction

Le plan de gestion des déchets d'extraction du terril minier, mis en place conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 doit être révisé par l'exploitant tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.

4.5.4 Documents-registres

Les documents où figurent les principaux renseignements concernant le fonctionnement de l'installation et notamment le dossier de la demande avec l'étude d'impact, les divers registres mentionnés au présent arrêté, les résultats des contrôles ainsi que les consignes doivent être tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 4.6 - VALIDITÉ – CADUCITÉ

La présente autorisation environnementale ne dispense pas le bénéficiaire d'obtenir toutes autres autorisations exigées par les lois et règlements en vigueur.

Elle cesse de produire effet si les installations ne sont pas mises en service dans les trois ans suivant la notification du présent arrêté ou si elle reste inexploitée pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97. Le délai de mise en service est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Passé ces délais, la mise en service ou la reprise de l'activité est subordonnée à une nouvelle autorisation.

ARTICLE 4.7 - HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU PERSONNEL

L'exploitant doit se conformer par ailleurs aux dispositions du Code du travail, du Règlement Général des Industries Extractives, du nouveau Code Minier et ses textes d'application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs et de la sécurité publique.

L'exploitant doit recourir à un organisme agréé conformément aux termes de l'arrêté du 31 décembre 2001 pour le développement de la prévention en matière de sécurité et de salubrité du travail.

ARTICLE 4.8 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4.9 - CESSATION D'ACTIVITÉ

La cessation d'activité de la carrière et des installations doit être notifiée au Préfet six mois avant l'arrêt définitif qui en tout état de cause ne peut se situer après la date d'expiration de l'autorisation.

À la notification de cessation d'activité il est joint un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de la carrière ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et pour mettre et laisser celui-ci dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et comporte notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- les interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement,
- l'intégration de l'exploitation dans son environnement,
- dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

ARTICLE 4.10 - PUBLICITÉ – INFORMATION – RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Brassac-les-Mines pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Brassac-les-Mines fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du Puy-de-Dôme, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie du présent arrêté est également adressé à chaque conseil municipal consulté.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois. Un extrait est affiché en permanence et de façon visible dans la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté lui a été notifié,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement, dans le délai de 4 mois à compter de la publication ou l'affichage du présent arrêté.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage de l'installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 4.11 - Diffusion

Le présent arrêté est notifié à la Société Roux Exploitation de Carrières et de Granulats (RECG) sise Parc Lavaur- La Béchade 63500 ISSOIRE.

La Secrétaire Générale de la préfecture du Puy-de-Dôme, le Maire de la commune de Brassac-les-Mines, chargé notamment des formalités d'affichage, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes, la Directrice Départementale des Territoires par intérim du Puy-de-Dôme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée :

- au Président du Conseil Départemental,
- aux Maires des communes de Vézézoux, Auzat-sur-Allier, Jumeaux, Beaulieu, Vichel, Moriat, Saint-Germain-Lembron, Sainte-Florine et Charbonnier-les-Mines ;
- au chef de l'Unité Inter-Départementale Cantal/Allier/Puy-de-Dôme de la DREAL à Clermont-Ferrand,
- au Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne-Rhône-Alpes,
- au Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- au Directeur Régional de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie.

Clermont-Ferrand, le

22 JUIN 2021

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale



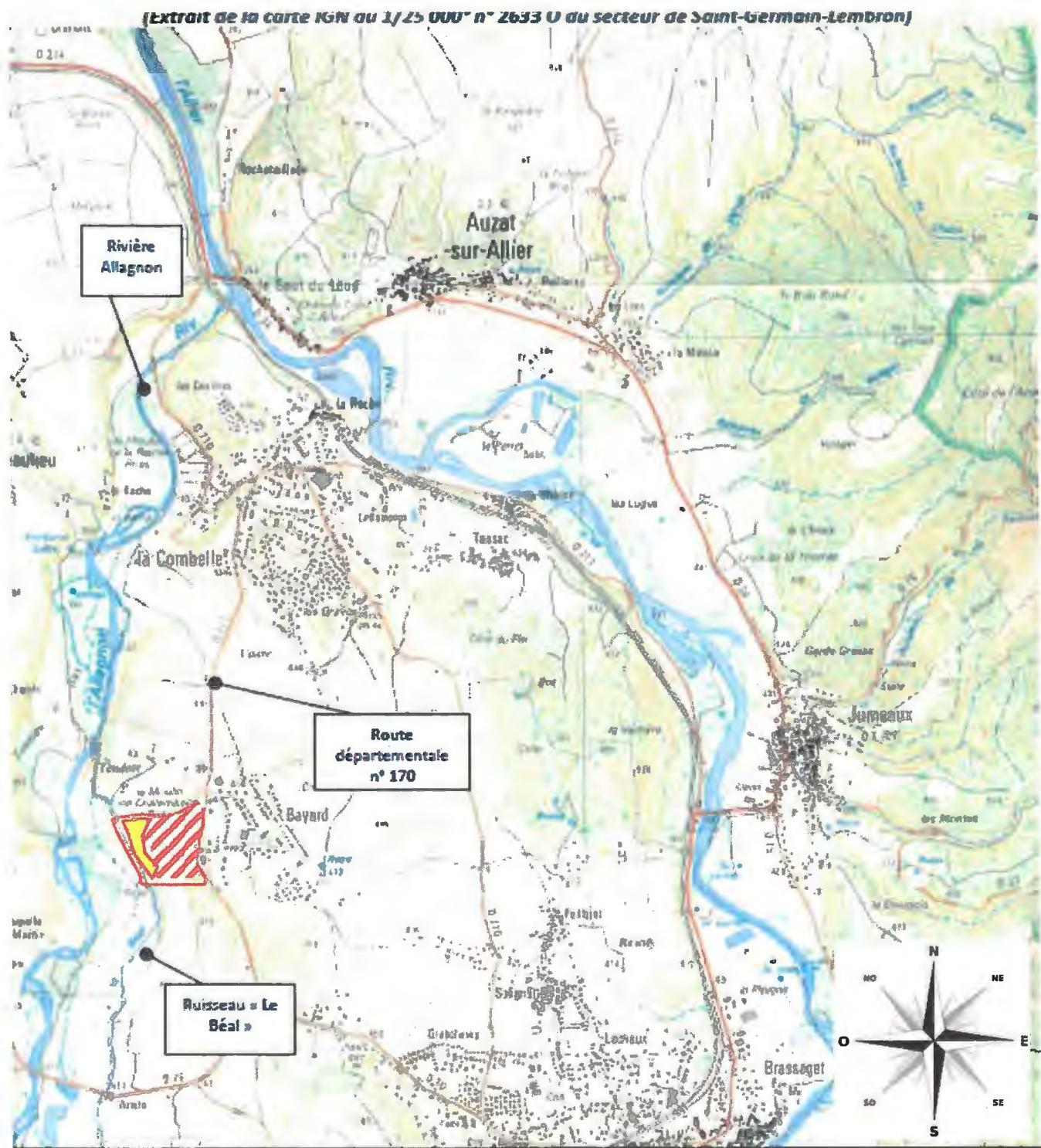
Béatrice STEFFAN

Pièces jointes :

- Annexe 1 : Plan de situation
- Annexe 2 : Plan parcellaire – plans d'exploitation
- Annexe 3 : Plans de phasage d'exploitation
- Annexe 4 : Plans de remise en état
- Annexe 5 : Plan de gestion des eaux du site
- Annexe 6 : Situation cadastrale des terrains à défricher
- Annexe 7 : Profils des modalités d'exploitation de l'installation de stockage de déchets inertes

ANNEXE 1

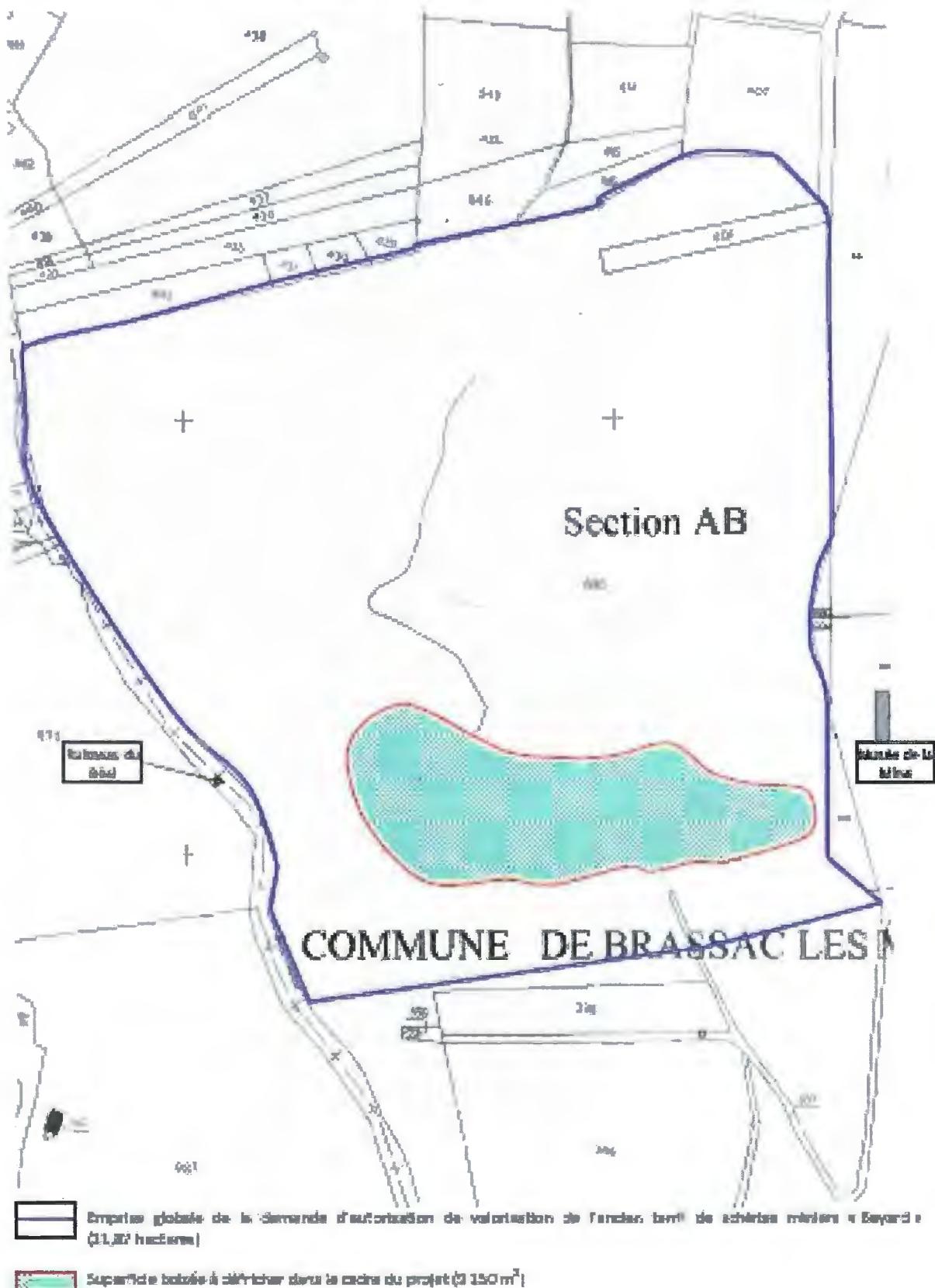
Plan de situation



ANNEXE 2

Plan parcellaire

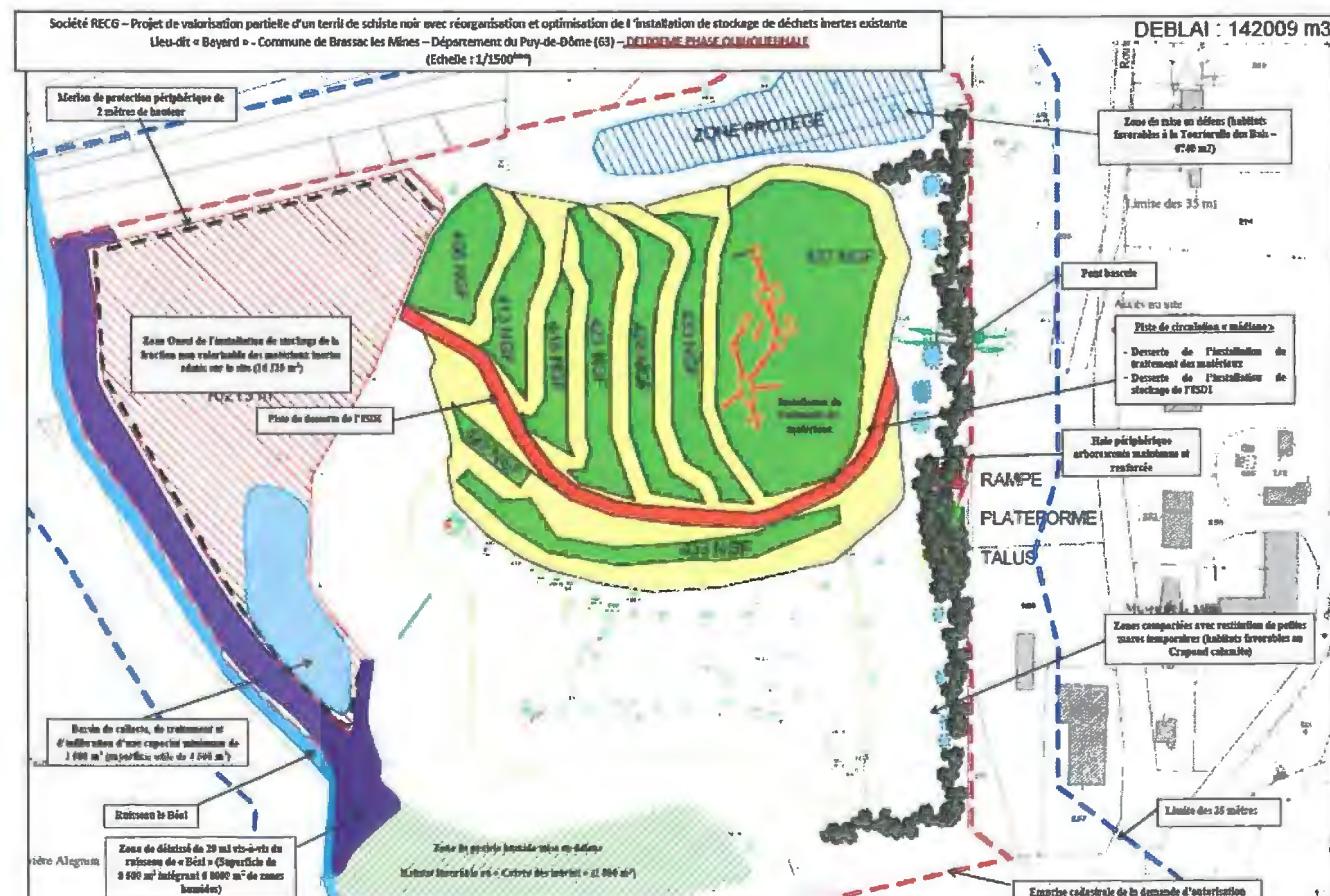
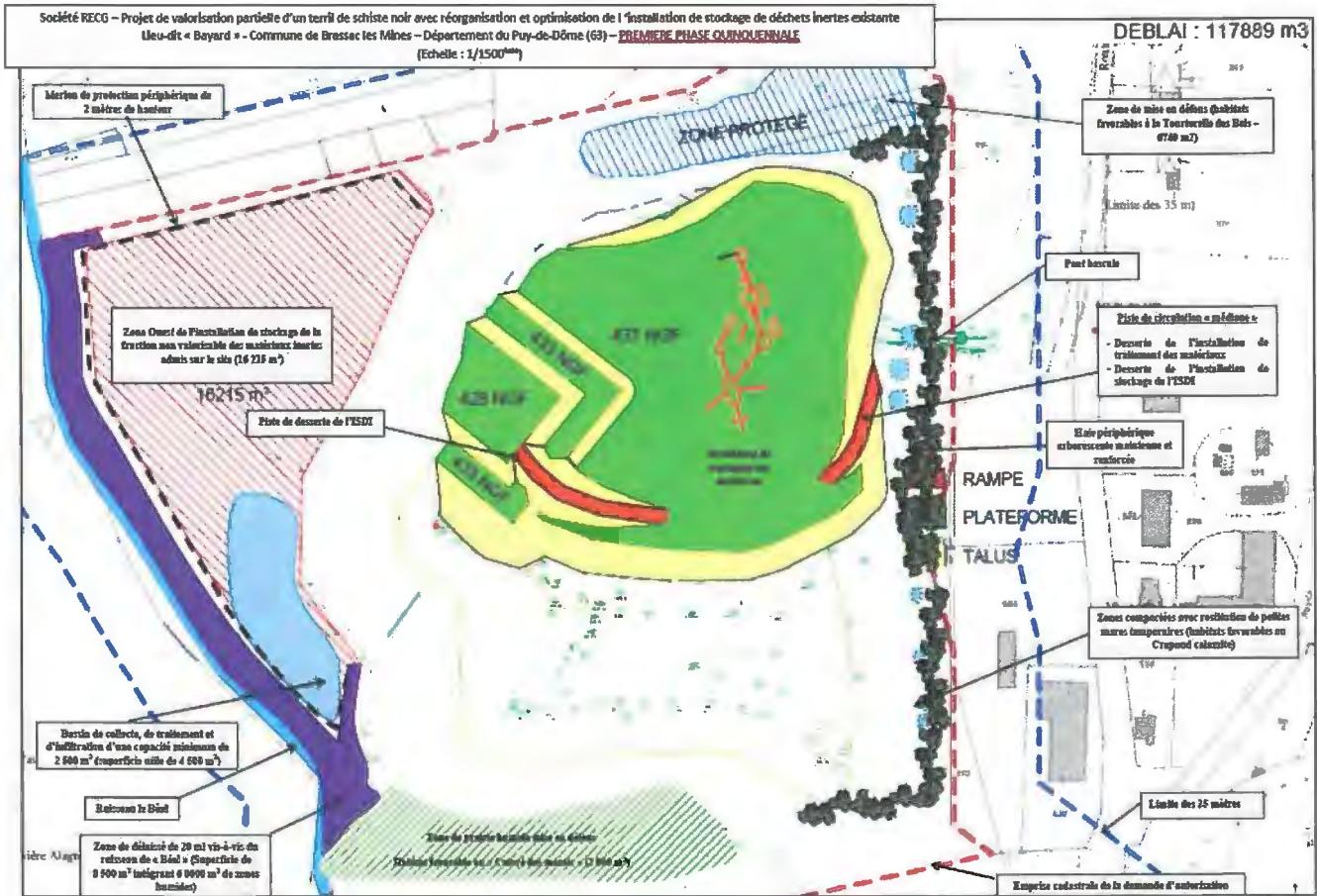
SITUATION CADASTRALE (Echelle : 1/2000)



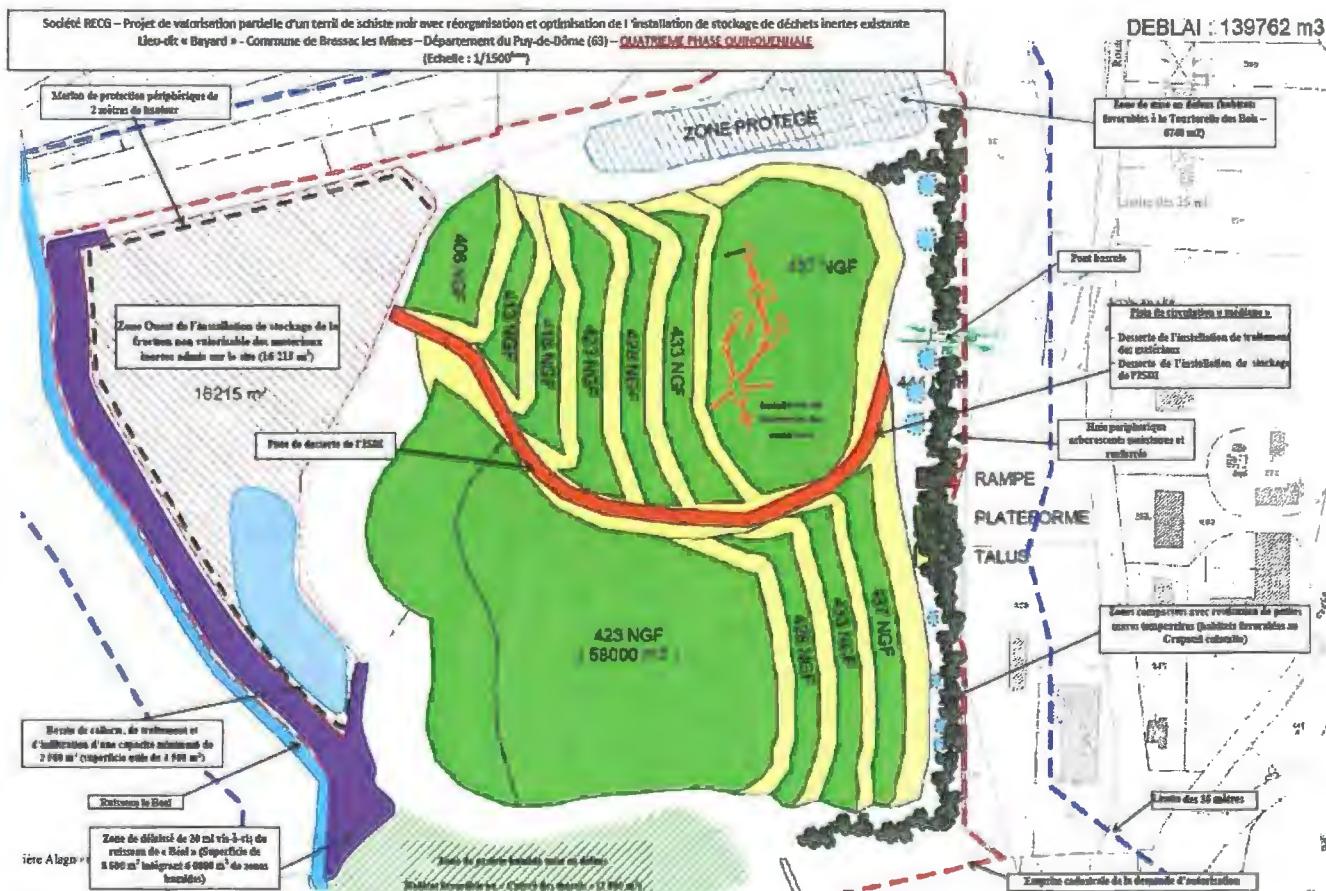
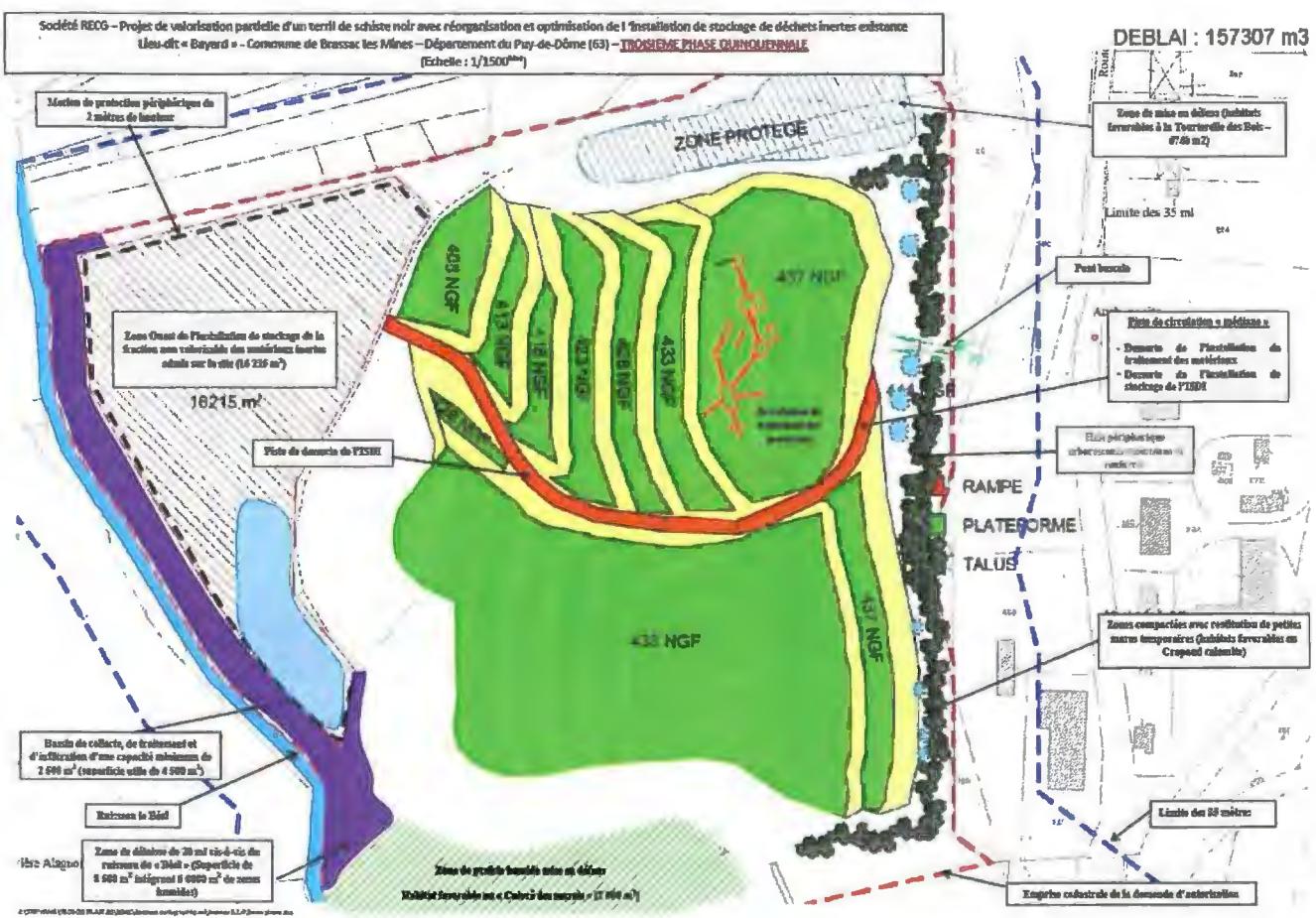
ANNEXE 3

Plans de phasage

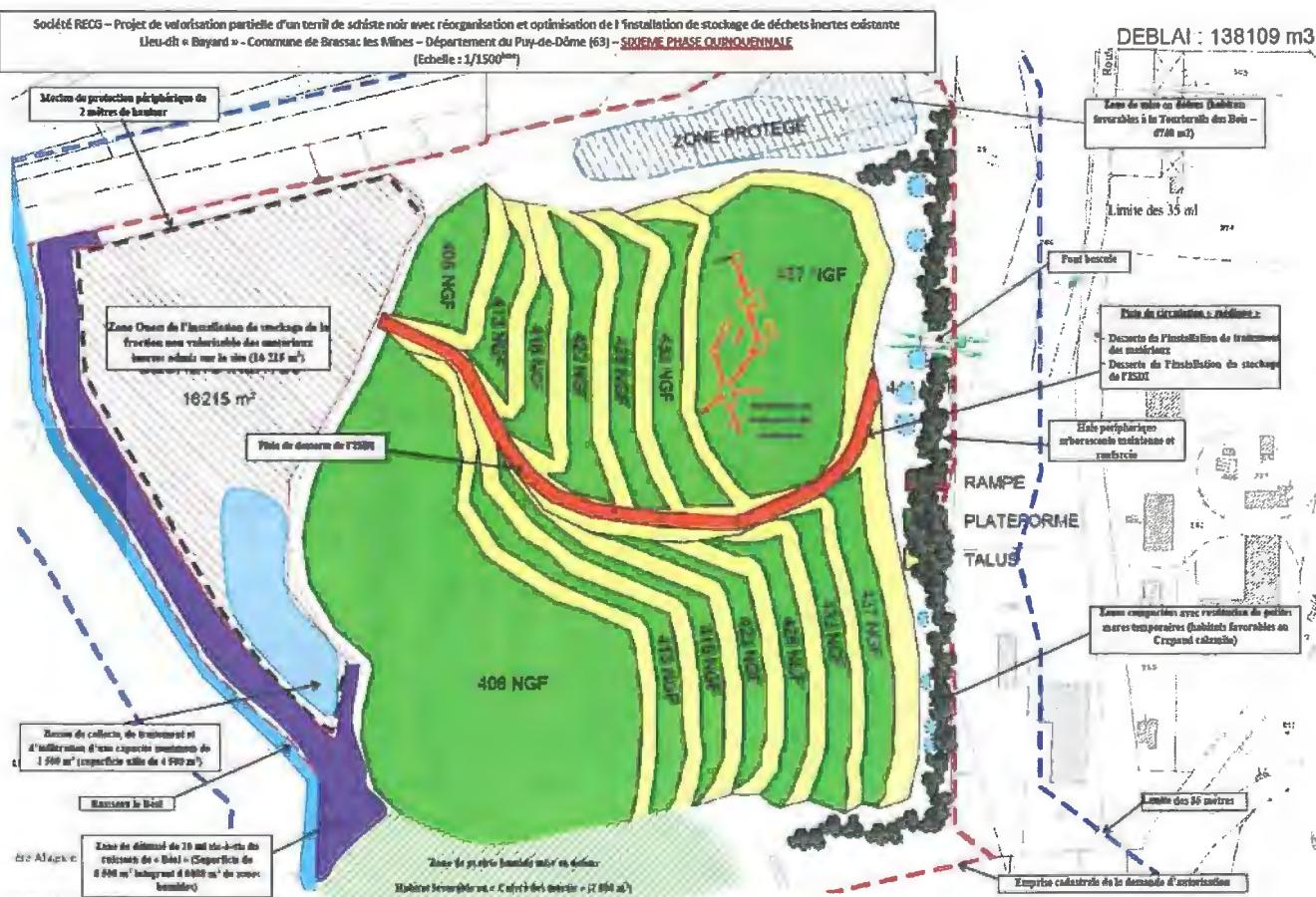
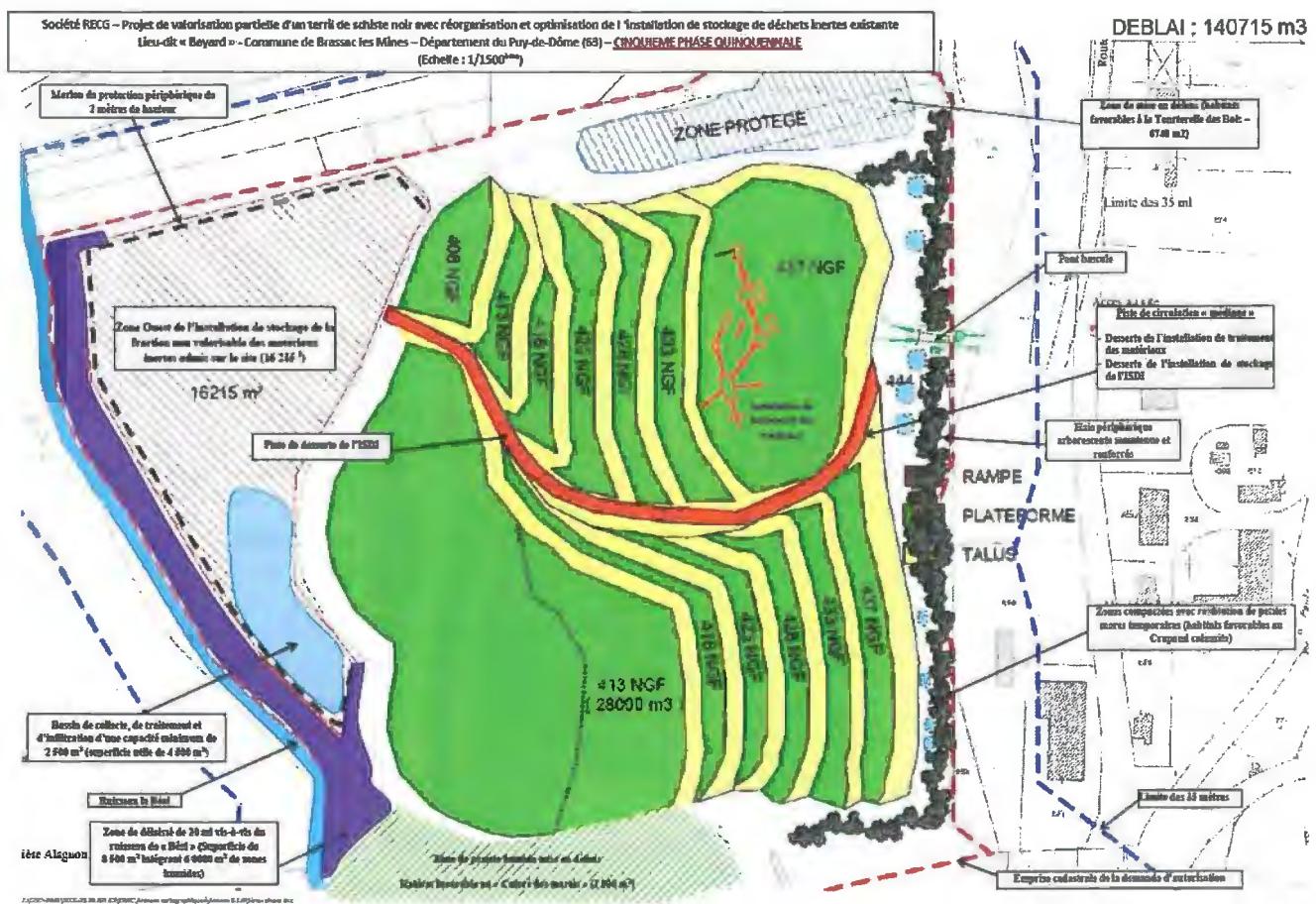
phases 1 et 2



Phases 3 et 4



Phases 5 et 6



ANNEXE 4 - PLAN DE REMISE EN ÉTAT



Annexe 5 : Emprise du défrichement et des surfaces boisées préservées



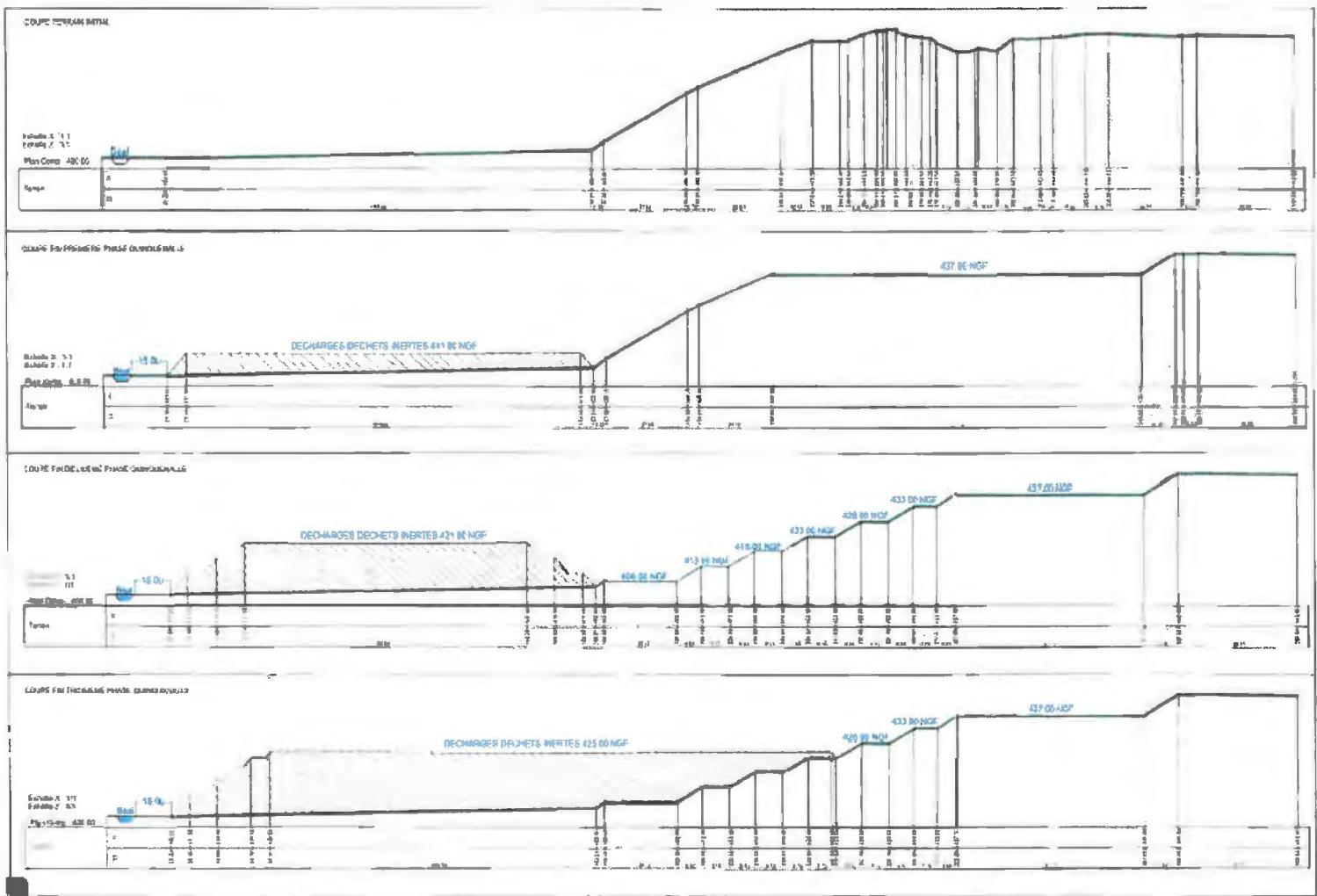
Annexe 6 - Plan des zones humides de compensation



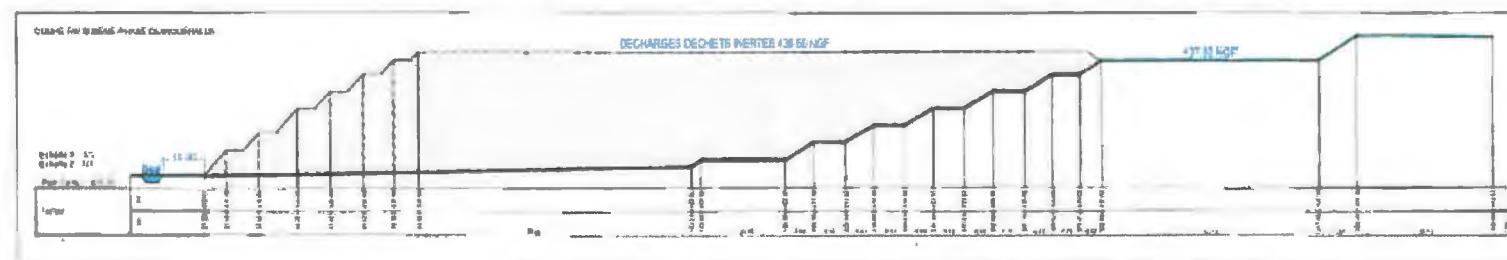
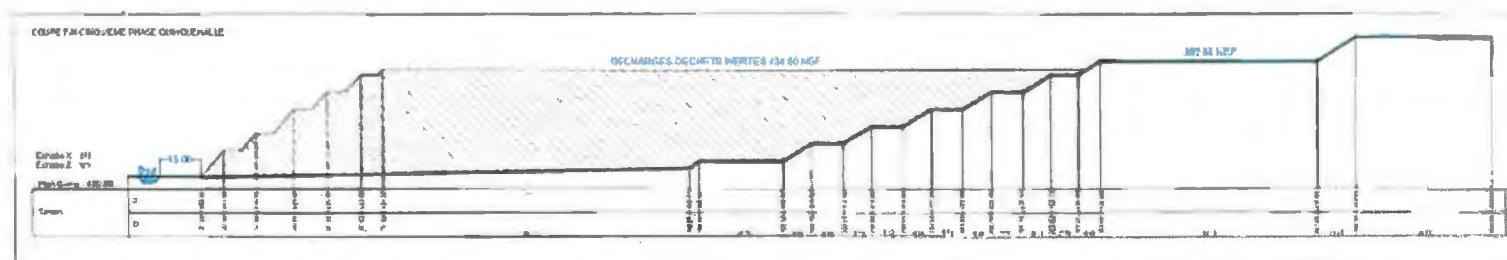
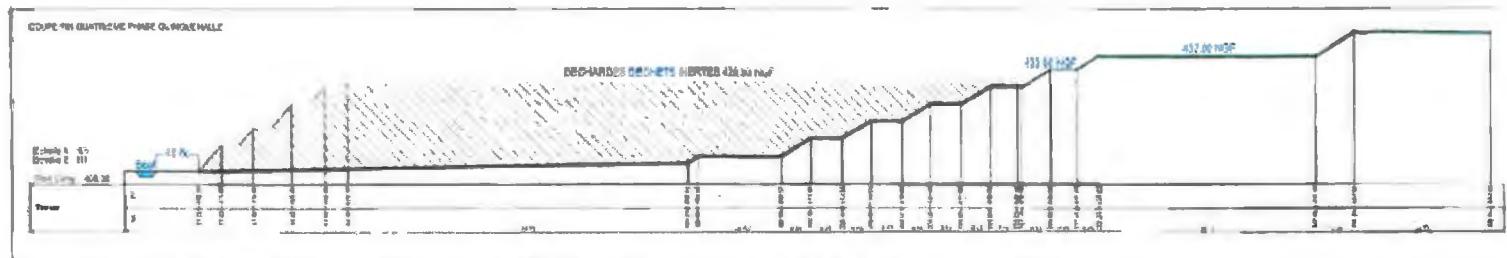
Annexe 7

Profils des modalités d'exploitation de l'installation de stockage de déchets inertes

Phase initiale à phase 3



Phase 4 à phase 6



SOMMAIRE

TITRE 1 - MESURES COMMUNES.....	3
ARTICLE 1.1 - NATURE DE L'AUTORISATION.....	3
ARTICLE 1.2 - DURÉE – LOCALISATION.....	4
ARTICLE 1.3 - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES.....	4
1.3.1 <i>Affichage</i>	4
1.3.2 <i>Bomage</i>	4
1.3.3 <i>Clôture</i>	4
1.3.4 <i>Accès</i>	5
1.3.5 <i>Capacité de rétention des eaux pluviales</i>	5
1.3.6 <i>Plate-forme engins</i>	5
1.3.7 <i>Défense extérieure contre l'incendie</i>	5
1.3.8 <i>Plan de gestion des déchets d'extraction issues de l'exploitation</i>	5
ARTICLE 1.4 - autorisation de défrichement.....	5
1.4.1 <i>Nature de l'autorisation de défrichement</i>	5
Le coefficient appliqué à cette demande est de 3. La durée de validité de cette autorisation est de 15 ans à compter de la date de notification de l'arrêté d'autorisation.....	6
1.4.2 <i>Les mesures de compensation et d'accompagnement</i>	6
1.4.3 <i>Publicité liée au défrichement</i>	6
ARTICLE 1.5 - MISE EN SERVICE.....	6
ARTICLE 1.6 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION.....	6
1.6.1 <i>Principe d'exploitation</i>	6
1.6.2 <i>Décapage – découverte</i>	7
1.6.3 <i>Extraction, phasage du terril</i>	7
1.6.4 <i>Traitements des matériaux</i>	7
1.6.5 <i>Aménagement - entretien</i>	8
1.6.6 <i>Conditions d'admission et de stockage des déchets inertes</i>	8
1.6.6.1 <i>Procédure d'acceptation préalable</i>	8
1.6.6.2 <i>Document préalable</i>	8
1.6.6.3 <i>Contrôles</i>	9
1.6.6.4 <i>Accusé d'acceptation</i>	9
1.6.6.5 <i>Registre d'admission</i>	9
1.6.6.6 <i>Liste des déchets admissibles</i>	9
1.6.6.7 <i>Modalités d'exploitation et de stockage des déchets inertes sur le site</i>	10
ARTICLE 1.7 - Mesures EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ ET DES ZONES HUMIDES.....	10
1.7.1 <i>Biodiversité</i>	10
1.7.2 <i>Mesures de compensation des zones humides</i>	11
ARTICLE 1.8 - REMISE EN ÉTAT.....	11
1.8.1 <i>Principe</i>	11
1.8.2 <i>Mesures particulières</i>	11
1.8.3 <i>Fin d'exploitation</i>	12
ARTICLE 1.9 - SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	12
1.9.1 <i>Accès sur la carrière</i>	12
1.9.2 <i>Distances limites et zones de protection</i>	12
TITRE 2 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS.....	12
ARTICLE 2.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	12
ARTICLE 2.2 - POLLUTION DES EAUX.....	13
2.2.1 <i>Prévention des pollutions accidentelles</i>	13
2.2.2 <i>Eaux sanitaires</i>	13
2.2.3 <i>Eau de procédé des installations</i>	13
2.2.4 <i>Eaux de ruissellement de la station de transit de déchets inertes et de stériles</i>	14
2.2.5 <i>Qualité des effluents rejetés</i>	14
2.2.6 <i>Contrôle</i>	14
ARTICLE 2.3 - POLLUTION DE L'AIR ET POUSSIÈRES.....	14
2.3.1 <i>Suivi des retombées de poussières de l'installation de stockage des déchets inertes</i>	15
ARTICLE 2.4 - BRUIT.....	15
ARTICLE 2.5 - VIBRATIONS.....	16

ARTICLE 2.6 - ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	17
ARTICLE 2.7 - DÉCHETS.....	17
2.7.1 Séparation des déchets.....	17
2.7.2 Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets.....	17
2.7.3 Élimination, traitement des déchets.....	17
2.7.4 Transport.....	18
TITRE 3 - PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES.....	18
ARTICLE 3.1 - RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE.....	18
ARTICLE 3.2 - RISQUES.....	18
3.2.1 Consignes d'exploitation et de sécurité.....	18
3.2.2 Direction technique – prévention.....	18
3.2.3 Connaissance des produits – Étiquetage.....	18
3.2.4 Incendie.....	19
3.2.5 Risques miniers résiduels.....	19
3.2.6 Formation du personnel.....	19
ARTICLE 3.3 - AMÉNAGEMENTS ET ÉQUIPEMENTS.....	19
3.3.1 Installations électriques.....	19
ARTICLE 3.4 - GARANTIE FINANCIÈRE.....	20
3.4.1 Montant de la garantie.....	20
3.4.2 Justification de la garantie.....	20
3.4.3 Appel à garantie financière.....	21
3.4.4 Levée de la garantie financière.....	21
TITRE 4 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	21
ARTICLE 4.1 - MODIFICATION - CHANGEMENT D'EXPLOITANT.....	21
ARTICLE 4.2 - INCIDENT - ACCIDENT.....	21
ARTICLE 4.3 - ARCHÉOLOGIE.....	21
ARTICLE 4.4 - CONTRÔLES.....	22
ARTICLE 4.5 - REGISTRES, PLANS ET BILANS.....	22
4.5.1 Suivi de l'exploitation et de la remise en état.....	22
4.5.2 Enquête activité annuelle.....	22
4.5.3 Plan de gestion des déchets d'extraction.....	22
4.5.4 Documents-registres.....	22
ARTICLE 4.6 - VALIDITÉ – CADUCITÉ.....	23
ARTICLE 4.7 - HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU PERSONNEL.....	23
ARTICLE 4.8 - DROITS DES TIERS.....	23
ARTICLE 4.9 - CESSATION D'ACTIVITÉ.....	23
ARTICLE 4.10 - PUBLICITÉ – INFORMATION – RECOURS.....	24
ARTICLE 4.11 - Diffusion.....	24

Voies et délais de recours

En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.

Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>